



GROUPE DE TRAVAIL HARMONISATION DES CADRES

POLITIQUES ET JURIDIQUES (GTHPJ)

14 mars 2024, en distanciel

UPAP/CA/CAT/CPR/04/2024 – Doc N°02c et Annexe

Original : français

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT DES ACTES DE L'UNION

Point N°3.3 de l'ordre du jour

1. Objet Propositions d'amendement des Actes de l'Union	2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Actes de l'Union• Programme d'activités de la Commission Politique et Régulation du Cycle quadriennal 2022-2025
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">• Examiner et adopter le document• Formuler tout (es) commentaires/observations pertinent (es)	

I. INTRODUCTION

En exécution du programme d'actions du groupe de travail harmonisation des cadres politiques et juridiques, le Secrétariat général de l'UPAP a examiné les actes de l'Union. Cet examen a permis de déceler des insuffisances ou incohérences et de proposer des modifications pour corriger lesdites insuffisances ou incohérences.

II. DECISION ATTENDUE

Les membres sont invités à :

- Examiner et adopter les propositions d'amendement suivantes des Actes de l'Union et du Règlement intérieur de la Conférence des Plénipotentiaires :
 - a) **La Convention de l'Union :**
 - i) Article 20 (New): Cybersecurity and personal data protection.
 - b) **Le Règlement d'exécution de la Convention :**
 - i) Article 6, point 1 : Sièges vacants au Conseil ;

Telephone
Téléphone
255 27 2543263

Telefax
Téléfax
255 27 2543265

Address/Adresse
Plot 114, Block Z,
Golf Course, Sekei
P.O Box 6026, Arusha 23000
United Rep. of Tanzania
Rep. Unie de Tanzanie

Website
Site Web
www.upap-papu.africa

E-mail Address
Adresse E-mail
sc@papu.co.tz

- ii) Article 6, point 2 : Siège vacant au Conseil ;
- iii) Article 11 : Emergency consultation
- c) **Le Règlement intérieur de la Conférence des plénipotentiaires**
 - i) Article 5 (bis) (New).
- Formuler tout (es) commentaires et/ou observations pertinent (es).

REFERENCES	OBSERVATIONS	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
CONVENTION DE L'UPAP		
Chapitres VII. Des droits et obligations des Etats membres de l'union	<p>La protection de la vie privée, des droits et libertés fondamentaux est un devenu un sujet préoccupant pour les Etats membres au niveau national et communautaire.</p> <p>C'est ainsi que, à titre d'exemple, l'Union africaine a légiféré sur le sujet à travers une convention sur le cyber sécurité et la protection des données a caractère personnel. Aussi, aux niveaux sous régional et national, plusieurs pays africains disposent d'une législation en la matière.</p> <p>Il convient alors que l'UPAP emboite le pas en prévoyant des dispositions dans ce sens</p>	<p>Article 20 (Nouveau) : Cybersécurité et Protection des données personnelles</p> <p>20.1 Les Etats membres veillent au respect des dispositions internationales et nationales respectives portant sur la protection des données à caractère personnel.</p> <p>20.2. Les Etats membres veillent à la promotion du commerce électronique par la mise en place d'un cyberspace sécurisé et fiable.</p>

Telephone
Téléphone
255 27 2543263

Telefax
Téléfax
255 27 2543265

Address/Adresse
Plot 114, Block Z,
Golf Course, Sekei
P.O Box 6026, Arusha 23000
United Rep. of Tanzania
Rep. Unie de Tanzanie

Website
Site Web
www.upap-papu.africa

E-mail Address
Adresse E-mail
sc@papu.co.tz

REGLEMENT D'EXECUTION DE LA CONVENTION DE L'UPAP

<p>Article 6, point 1 du règlement d'exécution de la convention :</p> <p>Siège vacant au conseil</p> <p>1. Un siège du Conseil est considéré vacant lorsqu'un Etat membre n'est pas représenté consécutivement à deux sessions du Conseil ou lorsqu'il démissionne du Conseil ou de l'Union</p>	<p>La définition donnée à la vacance de poste semble insuffisante. Il y'a alors lieu de l'enrichir afin de tenir compte de différents scénarii susceptibles d'entraîner une vacance de poste.</p>	<p>Article 6, point 1 du règlement d'exécution de la convention :</p> <p>Siège vacant au conseil</p> <p>1. Un siège du Conseil est considéré vacant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsqu'un Etat membre n'est pas représenté consécutivement à deux sessions du Conseil ou ; - lorsqu'un Etat membre démissionne du Conseil ou de l'Union ou encore ; - <i>A l'expiration du mandat d'un Etat membre du Conseil.</i>
<p>Article 6, point 2 du règlement d'exécution de la convention :</p> <p>Siège vacant au conseil</p> <p>Lorsqu'un siège du Conseil devient vacant, la région concernée désigne un autre Etat membre pour siéger au Conseil pour la période restante du mandat du Conseil.</p>	<p>Cette disposition comporte une insuffisance en ce sens qu'elle ne définit pas suffisamment la procédure de remplacement de l'Etat membre dont le siège est vacant au conseil. Tout porte à croire que la seule désignation de l'Etat par la région concernée suffit pour permettre à l'Etat désigné de siéger au conseil d'administration. Or, il ressort des fonctions de la conférence, qu'elle élit les membres du conseil (Article 2, point 10 du règlement d'exécution).</p> <p>Il est alors de bon droit de mettre cette disposition en cohérence avec l'article 2, point 10 du règlement d'exécution</p>	<p>Article 6, point 2 : Siège vacant au conseil</p> <p>Lorsqu'un siège du Conseil devient vacant entre deux (02) sessions de la conférence, la région concernée désigne un autre Etat membre pour siéger au Conseil pour la période restante du mandat du Conseil. <i>L'Etat membre proposé au Secrétariat général pour siéger au Conseil pour la période restante du mandat fera l'objet d'une vérification de conformité avec les critères régissant la qualité de membre par le Conseil qui saisit, le cas échéant, le bureau de la Conférence pour décision.</i></p>

Telephone
Téléphone
255 27 2543263

Telefax
Téléfax
255 27 2543265

Address/Adresse
Plot 114, Block Z,
Golf Course, Sekei
P.O Box 6026, Arusha 23000
United Rep. of Tanzania
Rep. Unie de Tanzanie

Website
Site Web
www.upap-papu.africa

E-mail Address
Adresse E-mail
sc@papu.co.tz

<p>Article 11 : Consultations d'urgence</p> <p>Entre deux sessions du Conseil, le Secrétaire général peut, après avis du président du Conseil d'administration, consulter les Etats membres du Conseil au sujet d'un ou plusieurs problèmes à caractère urgent, pour décision. Dans ce cas, les décisions sont prises à la majorité simple sur la base des réponses que les Etats membres font parvenir au Secrétaire général par les moyens les plus efficaces et rapides. La consultation ne peut porter sur des décisions à incidences financières dépassant les limites du budget de l'exercice financier en cours. Toute décision prise par ce procédé doit être conforme à la Convention et à son Règlement d'exécution, et présentée formellement à la session ordinaire suivante du Conseil.</p>	<p>La problématique sur les prises de décision entre deux (02) sessions de la conférence des plénipotentiaires avait été soumise au groupe d'experts juridiques lors de ses réunion tenues les 27 juillet et 14 août 2023.</p> <p>L'avis des experts juridiques a été de maintenir la disposition telle qu'elle est écrite au motif qu'elle est suffisamment claire. Toutefois, en appui à cette disposition, il y'a lieu de prévoir entre deux (02) sessions de la conférence une procédure de consultation d'urgence sur des questions relevant de la compétence de la conférence.</p>	<p>ARTICLE 11. - Consultations d'urgence</p> <p>11.1. Entre deux sessions du Conseil, le Secrétaire général peut, après avis du président du Conseil d'administration, consulter les Etats membres du Conseil au sujet d'un ou plusieurs problèmes à caractère urgent, pour décision. Dans ce cas, les décisions sont prises à la majorité simple sur la base des réponses que les Etats membres font parvenir au Secrétaire général par les moyens les plus efficaces et rapides. La consultation ne peut porter sur des décisions à incidences financières dépassant les limites du budget de l'exercice financier en cours. Toute décision prise par ce procédé doit être conforme à la Convention et à son Règlement d'exécution, et présentée formellement à la session ordinaire suivante du Conseil.</p> <p>11.2 (Nouveau). Entre deux sessions de la conférence, le Secrétaire général peut, après avis du président du Conseil d'administration, consulter les Etats membres du bureau de la conférence au sujet d'un ou plusieurs problèmes à caractère urgent, pour décision. Toute décision prise par ce procédé doit être conforme à la Convention et à son Règlement d'exécution, et présentée formellement à la session ordinaire suivante de la conférence.</p>
---	--	--

Telephone
Téléphone
255 27 2543263

Telefax
Téléfax
255 27 2543265

Address/Adresse
Plot 114, Block Z,
Golf Course, Sekei
P.O Box 6026, Arusha 23000
United Rep. of Tanzania
Rep. Unie de Tanzanie

Website
Site Web
www.upap-papu.africa

E-mail Address
Adresse E-mail
sc@papu.co.tz

REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE DES PLENIPOTENTIAIRES

Règlement intérieur de la Conférence des plénipotentiaires	Article 5 (bis) (Nouveau) du règlement intérieur de la conférence des plénipotentiaires : consultation d'urgence du bureau de la conférence	<p>1. Lorsque le bureau de la conférence est saisi d'une question à caractère urgent pour décision, le président de la conférence, après concertation avec les membres du bureau, décide du mode ainsi que des moyens de la consultation. Autant que possible, la consultation a lieu par les moyens et modes les plus efficaces au regard de la nature et de l'urgence de la question, objet de la consultation.</p> <p>2. La décision prise par le bureau de la conférence est signée par le président et présentée à la session suivante de la conférence des plénipotentiaires.</p>
--	---	---

Telephone
Téléphone
255 27 2543263

Telefax
Téléfax
255 27 2543265

Address/Adresse
Plot 114, Block Z,
Golf Course, Sekei
P.O Box 6026, Arusha 23000
United Rep. of Tanzania
Rep. Unie de Tanzanie

Website
Site Web
www.upap-papu.africa

E-mail Address
Adresse E-mail
sc@papu.co.tz